

13.4 Finances publiques locales

En 2016, les **dépenses de fonctionnement** des **collectivités locales** diminuent. À l'inverse, leurs **recettes de fonctionnement** progressent, mais modestement. Cette faible progression provient de la baisse des concours financiers de l'État et du ralentissement des recettes fiscales. L'épargne brute des collectivités locales croît plus nettement en 2016 qu'en 2015. Malgré cette croissance et plusieurs mesures de soutien à l'investissement, les **dépenses d'investissement** diminuent pour la troisième année consécutive. Le taux d'endettement atteint 75,4 % pour l'ensemble des collectivités. Il augmente surtout pour les régions.

Au 1^{er} janvier 2017, la France compte 35 416 **communes** et 1 266 **établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)** à fiscalité propre, contre 2 062 début 2016. Les dépenses de fonctionnement du secteur communal diminuent de 0,2 % en 2016. Cette baisse concerne uniquement les communes tandis que les dépenses des **groupements à fiscalité propre** sont dynamiques. Le recul provient de la faible croissance des frais de personnel et de la diminution des autres dépenses, notamment les achats et charges externes et les **dépenses d'intervention**. Les recettes de fonctionnement diminuent aussi (-0,5 %). Cela s'explique par la baisse des concours de l'État et par la faible croissance des impôts locaux. Ainsi, après avoir progressé de 5,0 % en 2015, l'épargne brute recule de 1,7 % en 2016. Les dépenses d'investissement (hors remboursements de

dette) diminuent pour la troisième année consécutive, à un rythme cependant moins soutenu qu'au cours des deux années précédentes. La baisse est plus forte pour les groupements à fiscalité propre, tandis que l'investissement des communes se stabilise.

En 2016, les départements stabilisent leurs dépenses de fonctionnement (+0,1 %), ce qui constitue une situation inédite depuis 2013. Si les dépenses d'intervention continuent de croître, leur rythme en 2016 est cependant en décélération. Les recettes de fonctionnement augmentent de 2,1 %, grâce au dynamisme des impôts et taxes et malgré la baisse des concours financiers de l'État. Ces évolutions des dépenses et recettes de fonctionnement conduisent à une augmentation de 20,6 % de l'épargne brute, après cinq années consécutives de baisse. Hors remboursements de dette, les investissements des départements reculent (-5,7 %).

En 2016, les dépenses de fonctionnement des régions connaissent une diminution inédite (-0,9 %), due notamment aux dépenses d'intervention. Leurs recettes de fonctionnement reculent également (-0,2 %) : la croissance des impôts et taxes ne compense pas totalement la baisse des concours financiers de l'État. En conséquence, l'épargne brute des régions augmente, après cinq années consécutives de baisse. Leurs dépenses d'investissement (hors remboursements d'emprunts) diminuent nettement en 2016 (-6,1 %). ■

Définitions

Administrations publiques locales : comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale (Odal). Les collectivités locales regroupent les collectivités territoriales à compétence générale (communes, départements et régions), les groupements de communes à fiscalité propre (communautés urbaines, communautés d'agglomération et communautés de communes) et certaines activités des syndicats de communes. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Collectivités locales, collectivités territoriales, commune, dépense d'intervention, dépenses de fonctionnement, dépenses d'investissement, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), fiscalité locale, groupement de communes à fiscalité propre, recettes de fonctionnement, recettes d'investissement : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Les finances des collectivités locales en 2017 », Observatoire des finances et de la gestion publique locales, septembre 2017.
- « Les collectivités locales en chiffres 2017 », DGCL, juin 2017.
- « Les comptes des administrations publiques en 2016 – Le déficit public poursuit lentement sa baisse », *Insee Première* n° 1651, mai 2017.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Dépenses des différents niveaux de collectivités locales en 2016

	en milliards d'euros	
	Montants	16/15 en %
Communes	87,0	- 1,2
Départements ^{1 2}	67,4	- 0,7
Régions ^{2 3}	28,1	- 2,7
Total collectivités territoriales	182,5	- 1,3
Groupements de communes à fiscalité propre ⁴	31,5	2,1
Ensemble collectivités territoriales et groupements à fiscalité propre	214,0	- 0,8

1. Montant hors collectivités territoriales uniques de Guyane et Martinique et hors métropole de Lyon. 2. Évolution à périmètre constant, hors Guyane et Martinique. 3. Montant y c. collectivités territoriales uniques de Guyane et Martinique. 4. Montant y c. métropole de Lyon.
 Note : dépenses totales hors remboursement de dette.
 Champ : montants hors gestion active de la dette ; hors volume budgétaire des syndicats.
 Sources : DGFIP, comptes de gestion (budgets principaux) ; calculs DGCL.

Concours financiers de l'État aux collectivités territoriales en 2017

	en milliards d'euros	
	Montants	Part en %
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	30,9	62,2
Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	5,5	11,1
Compensations d'exonération	2,6	5,3
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	3,1	6,2
Mission Relations avec les collec. territoriales	4,4	8,9
Amendes	0,7	1,3
Fonds emprunts structurés	0,2	0,4
Autres concours de l'État	2,3	4,5
Total	49,6	100,0

Source : DGCL.

Structure de la fiscalité locale en 2015

	en milliards d'euros			
	Communes et Départ. groupements ¹	Régions	Total	
Taxe d'habitation	21,8	///	///	21,8
Taxe sur le foncier bâti	17,5	12,9	///	30,4
Taxe sur le foncier non bâti	1,0	///	///	1,0
Produits votés des 3 taxes «ménages»	40,3	12,9	///	53,2
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	7,2	///	///	7,2
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	4,4	8,1	4,2	16,6
Impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER)	0,5	0,3	0,7	1,5
Taxe sur les surfaces commerciales	0,7	///	///	0,7
Produits des impôts économiques	12,9	8,3	4,8	26,1
Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	2,4	8,8	0,0	11,2
Versement de transport ²	3,9	///	///	3,9
Taxe d'aménagement	0,6	0,4	0,0	1,1
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	6,7	///	///	6,7
Taxe sur les conventions d'assurance	0,1	6,8	///	6,8
Taxe sur les certificats d'immatriculation	///	///	2,1	2,1
Taxe sur la cons. finale de l'électricité	1,5	0,7	///	2,2
Taxe int. de cons. sur les produits énergétiques (TICPE)	0,1	6,4	5,4	11,9
Impôts et taxes d'outre-mer	0,9	0,2	0,5	1,6
Autres taxes	1,8	0,1	0,3	3,9
Autres contributions	18,0	23,7	9,8	51,5
Total impôts et taxes	71,3	44,9	14,6	130,8

1. Y c. les syndicats.
 2. Hors le versement de transport à destination du syndicat des transports de l'Île-de-France (STIF) d'un montant de 3,647 Md€ en 2015 (PLF 2017).
 Sources : DGFIP (comptes de gestion et REI) ; calculs DGCL ; calculs Insee.

Finances des collectivités territoriales et groupements à fiscalité propre

	en milliards d'euros		
	2015 (r)	2016 (p)	16/15 en %
Dépenses de fonctionnement	168,8	168,5	- 0,2
dont : achats et charges externes	30,4	29,9	- 1,6
frais de personnel	60,1	60,7	0,9
dépenses d'intervention	68,4	68,3	- 0,2
frais financiers	4,6	4,4	- 4,5
Recettes de fonctionnement	196,1	197,0	0,5
dont : impôts et taxes	125,1	128,8	3,0
concours de l'État	44,8	41,2	- 8,1
Épargne brute	27,3	28,5	4,5
Dépenses d'investissement hors rembours.	46,9	45,5	- 3,0
Recettes d'investissement hors emprunts	20,6	18,7	- 9,0
Dépenses totales hors rembours. de dette	215,7	214,0	- 0,8
Recettes totales hors emprunts	216,6	215,7	- 0,4
Besoin ou capacité de financement	0,9	1,7	///
Remboursements de dette	13,3	13,3	0,2
Emprunts	16,2	14,2	- 12,8
Dette totale au 31 décembre	145,8	148,5	1,8

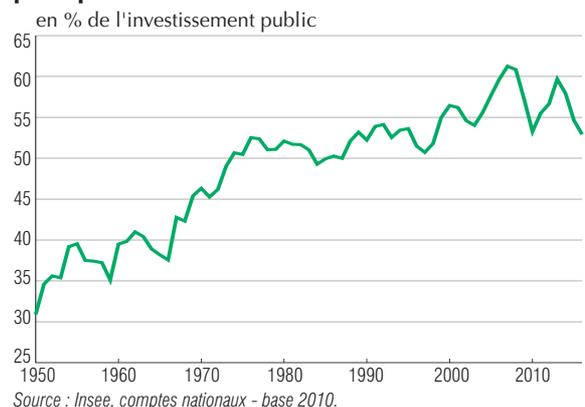
Champ : montants hors gestion active de la dette ; hors volume budgétaire des syndicats.
 Sources : DGFIP (comptes de gestion) ; calculs DGCL.

Dépenses au titre des compétences transférées aux collectivités locales

	en millions d'euros			
	2005	2010	2017 (p)	17/16 en %
Compétences départementales				
Aide sociale ¹	25 928	33 678	41 065	2,1
dont : RSA ²	6 696	8 603	12 002	1,1
alloc. pers. d'autonomie (APA)	4 113	5 372	6 073	4,7
Collèges	3 345	4 304	4 182	2,6
Serv. dép. d'incendie et de secours	1 740	2 386	2 706	0,6
Compétences régionales				
Formation prof. continue et apprent.	3 468	5 052	5 768	0,5
Enseignement	3 964	6 326	6 517	1,6
Transport ferroviaire de voyageurs	2 859	3 195	4 243	1,5

1. Dépenses de fonctionnement des fonctions prévention médico-sociale, action sociale (hors RMI et APA), RMI, APA et RSA.
 2. Le RSA s'est substitué au RMI le 1^{er} juin 2009.
 Note : données issues des comptes des collectivités locales.
 Sources : DGCL ; DGFIP.

Poids des investissements des administrations publiques locales de 1950 à 2016



Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 16/15			
	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,2	0,6				
Ensemble (hors tabac)	9 805	0,2	0,6				
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Transport	1 479	-1,0	1,8
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Communications	288	0,7	0,6
Tabac	195	0,1	0,1	Services postaux	16	3,8	3,8
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Habillement	340	0,5	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Outillage pour la maison et le jardin	157	1,0	1,1	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Éducation	4	1,3	1,6
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Soins personnels	282	0,0	0,2
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Assurances	289	1,1	1,3
				Services financiers	38	2,4	2,7
				Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	- 6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	- 5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	- 5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	- 5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	- 4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	- 4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	- 3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	- 3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	- 2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

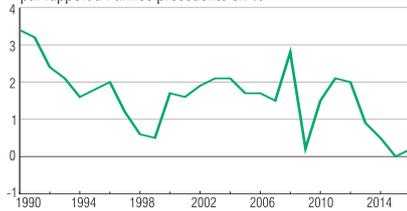
Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15	16/15	
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
France	0,8	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	Zone euro	1,1
Irlande	-0,2	UE	1,2
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales